Document generated on 06/03/2025 4:42 a.m.

Urban History Review
Revue d'histoire urbaine

Burgess, Joanne et Paul-André Linteau, dir. *Le Vieux-Montréal, un « quartier de l'histoire » ?* Québec : Éditions MultiMondes, 2010. Pp. viii, 156. Illustrations

Patrice Groulx

Volume 40, Number 2, Spring 2012

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1009203ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1009203ar

See table of contents

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)
1918-5138 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Groulx, P. (2012). Review of [Burgess, Joanne et Paul-André Linteau, dir. *Le Vieux-Montréal, un « quartier de l'histoire » ?* Québec : Éditions MultiMondes, 2010. Pp. viii, 156. Illustrations]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, *40*(2), 54–55. https://doi.org/10.7202/1009203ar

All Rights Reserved © Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

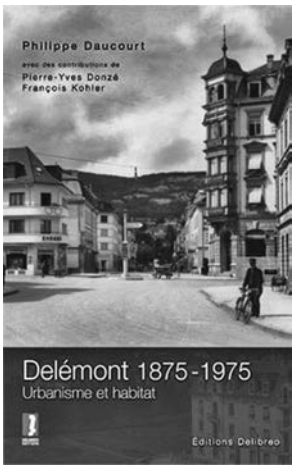
https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

son industrialisation avec l'avènement du chemin de fer jusqu'à la fin du boom économique de l'après-guerre.



Delémont, ville sans qualités ? En apparence seulement. En effet, aux yeux des auteurs, cette modeste cité du Jura représente à la fois un cas parmi tant d'autres (« un système complexe, parfois confus, typiquement suisse, dépourvu de grands gestes ») et un univers culturel singulier, marqué par la montée en puissance d'un peuple de prolétaires venus des campagnes environnantes, des cantons alémaniques, voire d'Allemagne, d'Italie et de France : mineurs et métallurgistes ; cheminots et horlogers ; ébénistes, brasseurs et imprimeurs. Pour Daucourt, c'est avant tout dans les figures de l'habitat que s'incarne aujourd'hui ce passé ouvrier. Marqués par la pauvreté de la conception et des moyens, les casernes d'habitation, cités pavillonnaires et immeubles collectifs n'en constituent pas moins selon lui « le fait urbain majeur » de Delémont.

La singularité du cas delémontain est bien mise en lumière par les contributions de Pierre-Yves Donzé et François Kohler. Au moyen de documents d'archives et d'une très riche iconographie, les deux historiens reconstituent minutieusement et sans nostalgie les milieux de travail, les conditions de vie ainsi que la vie associative et politique des ouvriers locaux. On est ici bien loin des forteresses « rouges » du Nord-Est parisien, des cités résidentielles du Nouveau Francfort ou de la Vienne de l'entre-deux-guerres. Ce qui se dessine dans la plaine de Delémont – autour de la gare et des établissements industriels périphériques, ainsi qu'au pied de la cité médiévale – c'est un habitat fragmenté, d'échelle modeste, parfois mesquin, réalisé sans planification préalable du territoire, et véhiculant des idéaux petits-bourgeois de propriété privée et de confort domestique minimal. Plutôt qu'un projet collectif, l'habitat populaire à Delémont reflète les intérêts et valeurs divergents d'une multiplicité de petits constructeurs privés ; industriels paternalistes ; sociétés de construction coopératives ; rentiers et spéculateurs ; architectes et entrepreneurs en bâtiment. Par ailleurs, la recherche d'économie y a systématiquement primé sur les projets sociaux réformistes, y compris celui de donner un visage collectif à la population ouvrière.

Comment composer dans le présent avec cet héritage ? C'est là l'aspect le moins convaincant de l'ouvrage. En conclusion, les auteurs proposent un répertoire d'habitations ouvrières construites à Delémont à différentes époques, s'insurgeant contre les démolitions et les altérations « calamiteuses » et en prônant la conservation dans le respect de leurs caractéristiques architecturales d'origine. Daucourt souligne avec raison la méconnaissance dont souffre fréquemment l'habitat ouvrier, ainsi que la difficulté de valoriser des ensembles bâtis marqués par « leur caractère commun et … leur destination populaire … » Mais il succombe lui-même à la tentation de la monumentalisation, multipliant les parallèles entre ce patrimoine ordinaire et des œuvres phares du Mouvement moderne ; les cités-jardins d'Heinrich Tessenow et d'Ernst May, l'immeuble collectiviste Narkomfin de Moisei Ginzburg, la Cité radieuse de Le Corbusier, ou encore la Ville verticale de Ludwig Hilberseimer. Or, l'habitat populaire n'a pas nécessairement à être héroïque ou révolutionnaire pour mériter une reconnaissance sociale. De plus, il est loin d'être évident que la meilleure façon de mettre en valeur ce type d'habitat soit d'adopter les procédés classiques de la conservation des monuments et de veiller au maintien de la forme architecturale plutôt qu'à la cohérence des tissus ou aux qualités d'habitabilité.

En fait, si la stratégie d'inventaire et de conservation mise de l'avant ici paraît inadéquate, c'est que, de l'aveu même des auteurs, l'habitat dont Delémont a hérité au cours de son industrialisation est souvent de piètre qualité, tant d'un point de vue formel et contextuel que fonctionnel. S'il s'agit d'incarner une mémoire propre au monde ouvrier, les essais historiques contenus dans cet ouvrage laissent entrevoir d'autres véhicules possibles que l'habitat seul ; des sites de production et d'échange tels qu'ateliers de fabrication ou magasins coopératifs ; des lieux de divertissement et d'éducation populaire tels que cinémas et bains publics ; ou encore les cafés qui, à défaut d'une véritable Maison du peuple, servirent de lieu de rassemblement pour les associations syndicales et socialistes. Et s'il s'agit plutôt de remettre en projet aujourd'hui le logement populaire, alors une approche misant à la fois sur la connaissance, la réhabilitation fonctionnelle et la requalification urbanistique du bâti existant s'avérerait peut-être plus fertile.

Nicholas Roquet
Architecture
Université de Montréal

Burgess, Joanne et Paul-André Linteau, dir. *Le Vieux-Montréal, un « quartier de l'histoire » ?* Québec : Éditions MultiMondes, 2010. Pp. viii, 156. Illustrations.

Ce recueil multidisciplinaire reproduit un ensemble de bilans et de réflexions stimulantes tirées d'une journée d'études consacrée au projet de créer un « quartier thématique de l'histoire » au cœur de Montréal. Arrimé à d'autres quartiers thématiques du centre-ville (la Cité du multimédia, etc.), celui-ci engloberait non seulement l'Arrondissement historique du Vieux-Montréal, mais aussi ses franges portuaires et fluviales. Il contribuerait au positionnement de Montréal comme « métropole culturelle » dans une « stratégie de marque » commerciale.

Il existe déjà, depuis 1964, un Arrondissement historique auquel un demi-siècle d'actions concertées a donné une forme cohérente et viable. Fruit d'une décision de l'Assemblée nationale, cette patrimonialisation a produit des retombées à la fois scientifiques (recherches archéologiques, historiques, urbanistiques et muséologiques), identitaires (les représentations de la fondation, du peuplement et de la croissance de Montréal) et socioéconomiques (revalorisation foncière, investissements d'infrastructure et croissance commerciale). Il faut se demander si l'invention d'un « quartier de l'histoire » confirmera cet élan. L'Arrondissement était censé profiter à l'ensemble de la population québécoise, mais a-t-il rempli sa mission ? Le Quartier de l'histoire en est-il une formule améliorée ou détournera-t-il vers des intérêts privés davantage d'investissements publics ? Qu'est-ce que la connaissance et la diffusion du passé y gagneront… ou y perdront ? Par ailleurs, quels effets les décisions futures auront-elles sur la vie du quartier ?

Reprenant la structure de la journée d'études, l'ouvrage consacre une première partie à l'explication spatio-temporelle du développement du Vieux-Montréal et de sa patrimonialisation. Le quartier expose les traces les plus significatives des diverses phases de l'histoire de la ville dont il est le noyau fondateur. Pour cette raison, il a été ausculté par une foule de chercheurs depuis le XIXe siècle et massivement, à partir des années 1960, dans l'esprit pluridisciplinaire des études urbaines. Au début des années 1990, la commémoration du 350e anniversaire de la ville permet la production de synthèses de qualité sur l'histoire et le patrimoine de son cœur historique. De nouvelles pistes s'offrent aux recherches en histoire culturelle et en histoire environnementale (Joanne Burgess). L'archéologie a elle aussi consolidé ses assises dans la planification de la recherche (Pierre Bibeau). Grâce à sa médiatisation, « l'histoire est dorénavant une valeur ajoutée dans le cadre urbain », ajoute Jean-Claude Robert ; mais à l'inverse, « la marchandisation de la connaissance impose des contraintes nouvelles à la recherche historique » (p. 47). L'histoire appartient-elle à un groupe d'intérêts particuliers ? Si elle obéit à une logique marchande, demande Robert, la création d'un quartier de l'histoire ne risque-t-elle pas d'instrumentaliser la connaissance (p. 59) ?

La deuxième partie du recueil est consacrée à l'histoire et à l'état actuel de la mise en valeur de la culture matérielle du Vieux-Montréal. Il faut écarter l'idée d'un quartier de l'histoire alors que c'est toute la ville qui a une histoire, et non un seul secteur. De surcroît, la muséification menacerait le quartier d'étouffement. L'histoire forme la clé de voûte d'une imposante offre muséale de l'arrondissement, mais cette offre devrait être davantage intégrée et mieux parler du quartier où elle est présentée (Sylvie Dufresne). L'interprétation du patrimoine est, elle aussi, devenue une activité omniprésente et multiforme. Elle a joué un rôle essentiel pour consolider le caractère historique du quartier. Qu'est-ce qu'ajouterait la transformation de l'arrondissement en « quartier de l'histoire » ? On devrait plutôt éviter une saturation de l'offre d'interprétation et renouveler celle-ci (Martin Drouin). À la patrimonialisation se greffe une activité immobilière qui tire son argument à la fois de l'image d'ancienneté offerte par le milieu et des incitatifs et investissements publics. Renouvelé, reconverti, repeuplé et reconquis, le « vieux » devient un « beau » quartier pour personnes à revenus élevés (Claire Poitras).

La troisième section aborde la problématique plus large des quartiers thématiques. Une revue des 15 dernières années de recherches permet de comprendre la mode du « *city branding* » et de la création d'espaces festifs dont s'inspire le projet de « quartier de l'histoire ». Pensée par les élites socioéconomiques et politiques, la thématisation peut surimposer une identité artificielle à celles qui s'étaient spontanément et durablement formées. Les avantages et les inconvénients de la stratégie de marque sont repérables. Mais le risque d'un « déficit démocratique » dans la prise de décision est élevé (Sylvain Lefebvre). Au « *branding* » se greffe une spectacularisation de l'espace urbain, propre à la croissance d'une économie culturelle vitaminée par l'affluence touristique. Les dividendes commerciaux sont palpables, mais on court le risque que l'offre ne banalise ou n'homogénéise l'espace pour atténuer le dépaysement des visiteurs. Là aussi, l'offre « haut de gamme » aura pour effet d'instrumentaliser l'histoire de la ville tout en coupant celle-ci de son point de fondation (Anouk Bélanger).

Dans l'ensemble, ce travail de réflexion, illustré de photos et de plans qui apportent une foule d'informations pertinentes, offre une solide matière à réflexion sur les rapports entre le savoir, la mémoire et la société. Historiens, archéologues et muséologues s'opposent fermement à ce que leur savoir soit asservi à des impératifs commerciaux. L'étude récente du passé, ancrée dans la constitution matérielle et symbolique de l'Arrondissement de 1964, permet d'identifier certains des risques que le « quartier de l'histoire » pourrait imposer, par exemple sa *gentrification*, ou l'uniformisation et la simplification du discours sur le passé. Le projet de « quartier de l'histoire » force aussi la réflexion dans un tout autre contexte. Pour juger de sa validité, ses promoteurs laissent entendre que ses paramètres devraient être établis en concordance avec ceux du marché touristique mondial. De ce point de vue, les contributions de Claire Poitras, Sylvain Lefebvre et Anouk Bélanger déblaient le terrain critique en identifiant la plupart de ces paramètres et en soulevant des questions centrales. Cette stratégie du « quartier de l'histoire », qu'apportera-t-elle de plus que le *modus vivendi* des acteurs actuels de l'Arrondissement n'apporte pas déjà ? Fermera-t-elle la vie du quartier aux moins fortunés ? Que dira-t-elle du projet identitaire qui a soutenu la création et la qualification de l'Arrondissement depuis sa création ? Que fera-t-elle de la transparence et de la participation du public aux décisions ? On saura gré à l'Institut du patrimoine de l'UQAM d'avoir soulevé ces questions.

Patrice Groulx
Département d'histoire
Université Laval